



EUROPEAN UNION

PC.DEL/1133/14
10 October 2014

Original: FRENCH

**OSCE Permanent Council Nr 1018
Vienna, 9 October 2014**

**Déclaration de l'Union européenne en réponse à la
présentation par le Secrétaire général du budget unifié
2015**

Les Etats membres de l'Union européenne remercient le Secrétaire général pour sa présentation du projet de budget unifié 2015. Ils remercient le Secrétariat et l'ensemble des gestionnaires de fonds pour leur contribution à ses travaux de toute première importance. Nous saisissons également cette occasion pour formuler tous nos vœux de réussite à Mme Marina Milanovic-Ilic qui conduira les travaux budgétaires au sein de l'ACMF.

Comme tous les ans, les Etats membres de l'Union européenne s'engageront pleinement dans un dialogue et une négociation constructifs afin de veiller à doter notre organisation des moyens humains et financiers adaptés à la mise en œuvre de ses mandats. La crise en et autour de l'Ukraine ajoute un défi de sécurité avec des conséquences financières nouvelles pour l'OSCE. Nous demeurons convaincus qu'une politique budgétaire doit être efficace, économe et stratégique. C'est une condition essentielle pour que l'objectif qui nous est commun soit atteint : la consolidation de la sécurité collective dans l'espace OSCE, basé sur le respect et la pleine mise en œuvre de nos engagements et de nos principes partagés.

Nous étudierons ce budget en ayant à l'esprit les nécessaires mesures de rigueur auxquelles toutes les organisations internationales ne peuvent échapper et qui doivent constituer leur ligne directrice. Par ailleurs, dans notre réflexion, il aussi importera de prendre en compte le considérable effort financier et humain que

nous pourrons être amenés à fournir, par ailleurs, dans le traitement de la crise en Ukraine en 2015 ; nous ne pouvons ignorer le surcoût très important qu'il pourrait représenter pour les Etats participants et qui devra être anticipé.

A hauteur de 70% de contributions au budget unifié, nous restons, de loin, les premiers contributeurs financiers de l'OSCE, alors que la plupart des pays membres de l'Union européenne font l'objet de réformes structurelles de leur budget national. Aussi, nous continuerons de plaider pour un maximum d'efficacité budgétaire et pour des mesures d'optimisation. Cela signifie qu'il convient d'allouer les ressources humaines et financières là où une plus-value est démontrée. Ainsi, il importe de doter l'organisation d'indicateurs de performance transparents et fiables afin d'aider les Etats participants à orienter les décisions budgétaires qu'ils doivent prendre. La culture de l'évaluation doit aussi s'appliquer à l'OSCE, comme à toutes les organisations internationales.

Monsieur le Président,

Comme l'ont montré les récents développements en Ukraine, les enjeux de sécurité dans l'espace OSCE, dans toutes les dimensions, sont préoccupants en particulier dans le domaine de la dimension humaine mais aussi en ce qui concerne le non-règlement des conflits prolongés. Aussi cette année nous plaiderons avec la plus grande détermination pour un renforcement des moyens humains et financiers indispensables pour que les institutions autonomes accomplissent l'intégralité de leur mandat, notamment en ce qui concerne l'observation électorale. Nous demanderons également que les programmes relatifs à la prévention des conflits et à leur résolution soient dotés de fonds appropriés. Les faits nous donnent raison et nous constatons un peu plus tous les ans à quel point ces fonds sont sous-dotés pour répondre aux besoins qui ne cessent de croître.

En termes de répartition géographique, nous continuerons d'appuyer la continuation des efforts de rationalisation des activités des missions de terrain dans les Balkans et le transfert graduel des activités vers les autorités nationales et locales en fonction des progrès achevés. Nous notons également que les propositions d'augmentation des fonds relatifs aux missions de terrain en Asie centrale sont modestes alors que les enjeux de sécurité dans cette région augmentent dans toutes les dimensions. Nous regrettons le fait que l'École des cadres pour la gestion des frontières de Dushanbe ne soit pas inclus dans le projet de budget. Nous réitérons notre demande que le financement de l'École soit placé sur budget unifié.

Monsieur le Président,

Nous restons en outre préoccupés par certains éléments qu'il est important de résoudre :

Les coûts de personnels, malgré l'adoption de quelques mesures en 2014, continuent de croître alors que le nombre total d'emplois est en réduction. Nous reviendrons sur cette importante question dans le courant de la négociation ; cette tendance ne peut que nous contraindre à examiner avec la plus grande prudence toute proposition de création de postes ou de conversions de postes de secondés vers des postes de contractés ;

La négociation budgétaire a montré cette année la nécessité de trouver une solution sur le fonds du renforcement dans le cadre du cycle budgétaire 2015 respectant le règlement financier et les engagements pris par les Etats participants sur leur niveau de contribution. Nous demandons au Secrétariat de formuler rapidement des propositions pour transférer l'ensemble des postes au budget du Secrétariat, en incluant différents modèles de partage de charges.

Une meilleure répartition de la charge entre Etats participants est nécessaire. Nous appuyons les travaux relatifs à la réforme des barèmes de quotes-parts de

contribution et espérons qu'ils débouchent en 2015 à leur révision, conformément au mandat du groupe de travail créé à cette fin.

Monsieur le Président,

Les Etats membres de l'Union européenne ne ménageront aucun effort dans cette négociation qui passe par un dialogue soigné, précis et constructif. Nous espérons que tous y participent dans le même esprit.. Ce dernier doit être mené pour prendre en compte les besoins de ceux qui utiliseront ces ressources mais également les contingences auxquelles ceux qui les allouent doivent faire face. Nous pensons qu'il est possible d'atteindre un consensus de qualité.

Nous sommes aussi convaincus qu'il est nécessaire cette année d'adopter un budget dans les temps. A cet égard, nous continuerons de plaider pour une réforme du cycle du budget et pour sa bi annualisation.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro* et l'Albanie*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; l'Ukraine et l'Andorre se rallient à cette déclaration.

* l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.